

L'ÉTALEMENT DE MONTPELLIER SE STABILISE

Daniel FRANÇOIS

Depuis le milieu des années 1980, la dispersion des habitants autour de Montpellier ralentit. L'extension de l'aire urbaine se faisant aussi par densification d'espaces proches de la ville-centre, les deux premières couronnes accueillent aujourd'hui trois fois plus d'habitants que la ville-centre.

Une des conséquences de l'étalement urbain est l'allongement de la distance entre la périphérie et le centre. Une des conséquences de la densification des couronnes proches est la multiplication des déplacements purement périphériques.

Les emplois se desserrant moins vite que les habitants, le trajet moyen domicile-travail des actifs de l'aire montpelliéraine s'est allongé en moyenne de 5 km par rapport à celui du début des années soixante.

La dispersion des habitants autour de Montpellier a retrouvé le niveau des années 60

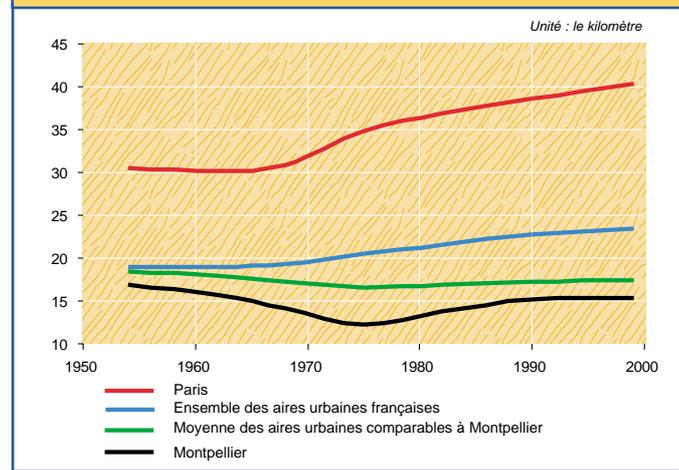
Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la frontière* des aires urbaines s'éloigne de leur ville-centre. Pour l'ensemble des aires urbaines, le rayon du cercle qui contient 90 % de la population est passé de 18,0 km à près de 23,4 km, soit + 142 mètres par an entre 1962 et 1999. Ce mouvement ressemble fortement à celui de Paris dont la frontière est passée de 30,2 km à 40,4 km, soit 275 mètres par an durant ces mêmes années.

Dans l'aire urbaine de Montpellier, sous l'effet de l'exode rural, la frontière s'est d'abord rapprochée de la ville-centre, passant de 15,7 km à 12,3 km entre 1962 et 1975, soit un recul de 22,6 mètres par an. Dans un deuxième temps, entre 1975 et 1999, le rayon à l'intérieur duquel se trouvent 90 % des habitants est passé de 12,3 km à 15,3 km, soit + 125 mètres par an. Ce recul de la frontière urbaine est dû à l'éloignement croissant de la résidence des actifs montpelliérains.

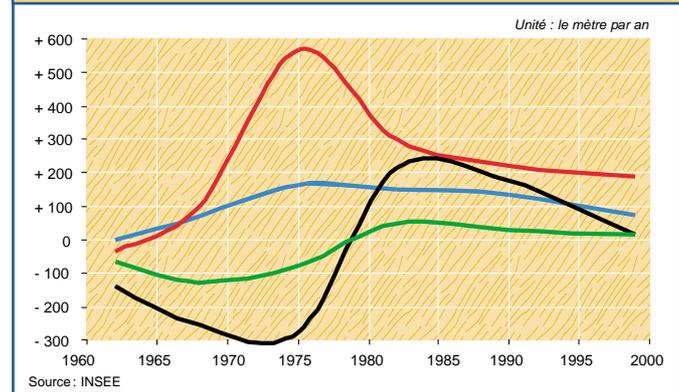
La dispersion des habitants de l'aire urbaine de Montpellier autour de la ville-centre a donc retrouvé, en 1999, son niveau du début des années 60.

Le mouvement de contraction, puis d'expansion périphérique a touché de la même façon l'ensemble des villes comparables* à Montpellier, situées entre le 10^{ème} et le 40^{ème} rang du classement des villes françaises du point de vue de leur nombre d'habitants. Ces aires urbaines ont connu, de 1962 à 1975, un resserrement de leurs frontières dont le rayon moyen est passé de 18,0 km à 16,5 km. Puis, au

Evolution de la distance entre centre et frontière * des aires urbaines



Accroissements annuels de la distance entre centre et frontière * des aires urbaines



* voir méthodologie page 4

Source : INSEE

cours de 25 années suivantes, les frontières se sont à nouveau éloignées, sans toutefois retrouver leur niveau de 1962; le rayon moyen du cercle contenant 90 % de la population s'établit à 17,3 km en 1999.

Le mouvement de dispersion ralentit

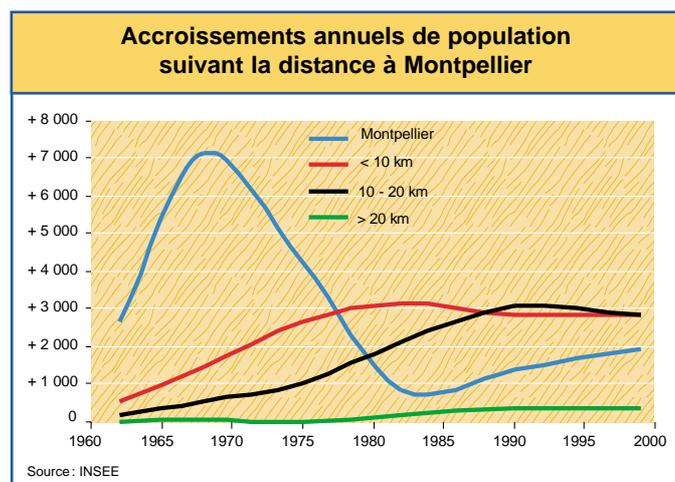
L'étalement de l'ensemble des aires urbaines coïncide, avec un certain retard et une moindre ampleur, à celui de la capitale. Commencée au milieu des années 70, au moment où celle de Paris se terminait, l'accélération du débordement périurbain montpelliérain s'est poursuivie jusqu'en 1985. Depuis, l'extension est en phase de décélération. L'ensemble des villes comparables à Montpellier affiche un mouvement synchrone, quoique de moins grande ampleur. Alors qu'entre 1975 et 1982, la frontière moyenne s'éloignait de 364 mètres par an, elle ne s'éloigne plus que de 194 mètres par an entre 1990 et 1999.

Les deux premières couronnes* accueillent ensemble trois fois plus d'habitants que la ville-centre

Durant la période de ralentissement de l'expansion, de 1975 à 1982, l'aire urbaine de Montpellier accueillait dans son ensemble 6 000 habitants supplémentaires par an, dont 1 000 s'installaient dans la ville-centre. Entre 1990 et 1999, l'aire urbaine compte 8 000 habitants supplémentaires chaque année, la ville-centre en absorbant 1 900 pour sa part.

Les deux premières couronnes enregistrent chaque année 3 000 habitants supplémentaires. L'accroissement de la population de la troisième couronne se fait, quant à elle, à un rythme bien en deçà de celui des deux premières couronnes: elle enregistre seulement 300 âmes supplémentaires chaque année. L'extension de l'aire urbaine se fait donc en partie par un recul de la frontière vers la périphérie, mais aussi par la densification d'espaces proches de la ville-centre.

* voir méthodologie page 4



Des relations centre-périphérie toujours dominantes

La première phase du débordement périurbain s'est traduite au début des années 1960 par une intensification des relations centre-périphérie. En 1962, un tiers des actifs habitant la première couronne travaillaient dans

Montpellier-centre, 12 % de ceux de la deuxième couronne et 3 % de ceux de la troisième étaient aussi dans ce cas. En 1999, ces proportions sont respectivement passées à 53 %, 47 % et 36 %. Elles sont stables depuis 1975 pour la première couronne, depuis 1982 pour la seconde et depuis 1990 pour la troisième.

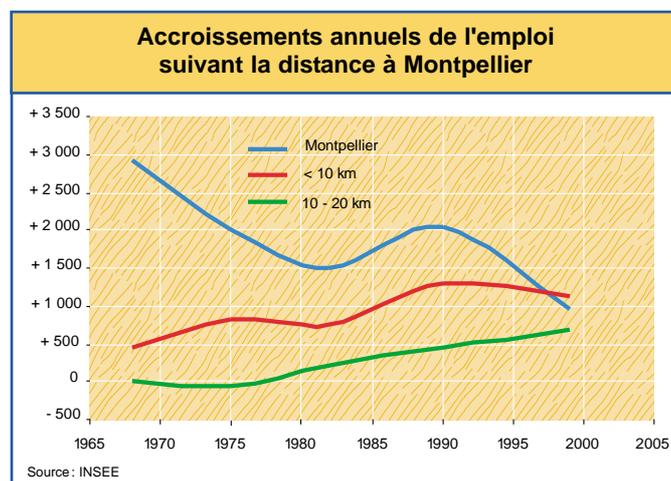
L'intégration entre communes périphériques, mesurée par la proportion d'actifs allant travailler dans une autre commune de la périphérie, concerne entre un cinquième et un quart des actifs. Elle progresse de 0,5 point par an pour la première couronne, 0,69 pour la deuxième et 0,73 pour la troisième et la proportion d'emploi sur place diminue dans les mêmes proportions.

Ainsi, l'intensité des liens purement périphériques augmente. Elle reste cependant deux fois moindre que celle des liens entre ville-centre et périphérie.

Les emplois se dessèrrent moins vite que les habitants

Les accroissements annuels d'emploi des différentes couronnes, entre 1990 et 1999, ont été de 1 120 dans la première couronne de 677 dans la deuxième et de 39 dans la troisième. Au cours de la même période, ils ont été de 970 à Montpellier.

Les emplois dans l'aire urbaine de Montpellier restent largement concentrés dans la ville-centre. En 1999, on en dénombre 111 400 à Montpellier, 39 800 dans la première couronne et 18 200 dans la deuxième et 2 540 dans la troisième. Entre 1962 et 1999, la part de la ville-centre dans l'emploi de l'aire urbaine est passée de 75 % à 65 % (soit - 0,27 points par an), pendant que sa part dans la population passait de 68 % à 49 % (soit - 0,51 points par an).



Pratiquement 10 km de plus chaque jour pour les trajets domicile-travail

Entre 1962 et 1999, la distance* parcourue chaque jour par le navetteur moyen pour ses trajets domicile-travail a augmenté de pratiquement 10 km, équivalent à un allongement de 264 mètres chaque année. Pour ceux qui habitent à la périphérie et travaillent au pôle, cette augmentation est de 4,5 km, soit un allongement de 120 mètres par an. Pour ceux, bien moins nombreux, qui travaillent à la périphérie tout en habitant au pôle, elle est de 1,5 km, soit + 39 mètres par an.

Castelnau-le-Lez, Saint-Jean-de-Védas et Mauguio se distinguent par leur dynamisme

Si l'on mesure le dynamisme d'une commune à sa capacité de capter de nouvelles activités quand sa population augmente, on vérifie que la hiérarchie centre-périphérie reste active. En effet, quand Montpellier affiche un coefficient de création d'activités* de 0,8, celui de l'ensemble des communes à moins de 10 kilomètres est de 0,53. Pour les communes situées entre 10 et 20 kilomètres, il est de 0,2 et il est de 0,13 pour le reste de l'aire urbaine. Autrement dit, la polarisation des activités se fait toujours principalement à partir du centre.

Dans ce schéma polarisé, seules trois communes se démarquent par des coefficients supérieurs à celui de Montpellier : Castelnau-le-Lez (1,48), Saint-Jean-de-Védas (1,15) et Mauguio (1,0). Dans les deux premières, le potentiel d'activités augmente plus vite que leur population (coefficient supérieur à 1).

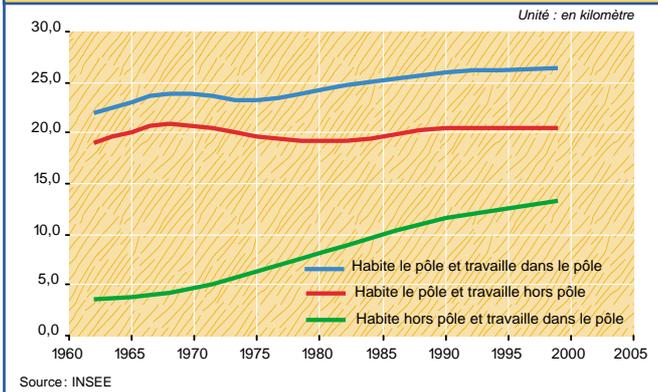
L'enjeu majeur de la première couronne

En une quarantaine d'années, la population de l'aire urbaine actuelle de Montpellier est passée de 175 000 à 460 000 habitants soit près de 7 700 habitants supplémentaires chaque année. La dispersion de cette population autour de la ville-centre n'est pourtant pas très différente de ce qu'elle était au sortir de la guerre ; les périurbains ayant largement remplacé les agriculteurs.

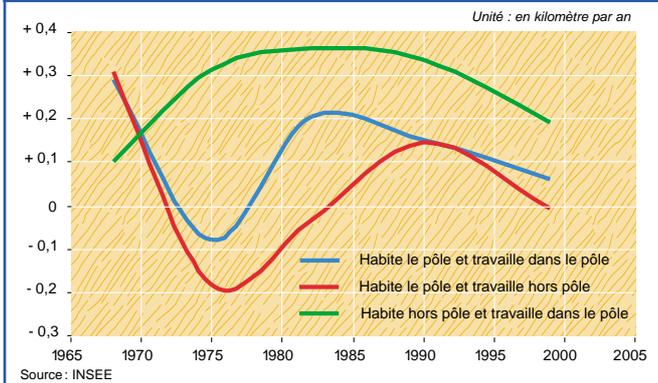
Les communes de la première couronne montpellieraine, dont la surface est 4 fois plus grande que celle de la ville-centre, constituent l'enjeu majeur pour l'aménagement des années à venir. Leurs relations s'intensifient fortement montrant qu'elles ont vocation à accueillir toujours plus d'habitants et d'emploi. Après avoir été périurbaine, la première couronne sera sub-urbaine.

Si l'extension périurbaine ralentit, c'est que ses inconvénients commencent à l'emporter sur ses avantages. En allant habiter plus loin, on dépense plus pour se déplacer vers le travail ou les services offerts par la ville-centre. Même si aujourd'hui les revenus permettent de financer des

Evolution des déplacements moyens domicile-travail dans l'aire urbaine de Montpellier



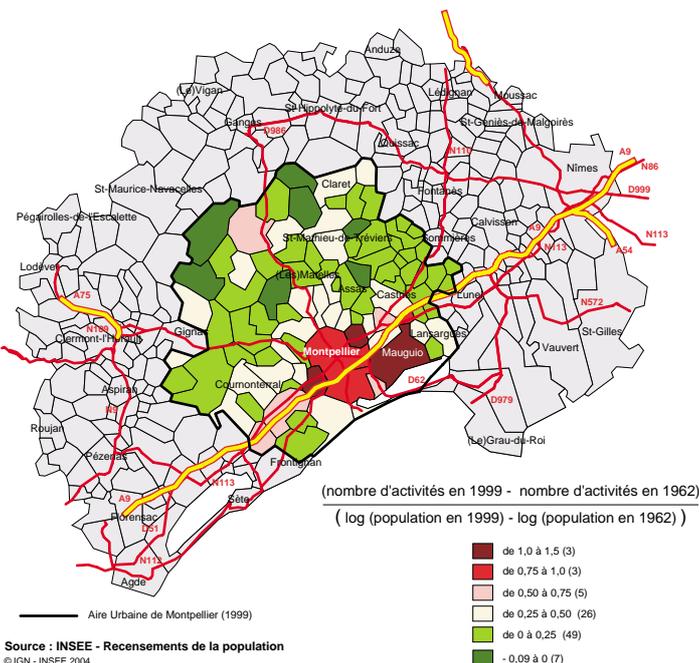
Accroissements annuels des déplacements moyens domicile-travail dans l'aire urbaine de Montpellier



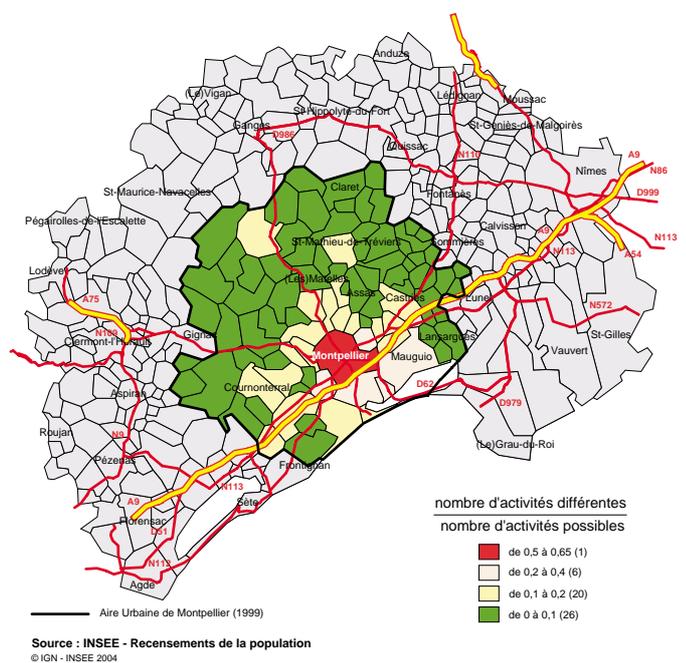
déplacements plus lointains à effort égal, le coût des infrastructures qui permettent d'aller plus loin sont renchériés par la densité urbaine et leur financement ne va pas de soi.

Après avoir oublié pendant quelques décennies, grâce à plus de routes et d'automobiles, que la distance est un obstacle à vaincre, les périurbains doivent aujourd'hui composer et les pouvoirs publics proposer un meilleur équilibre entre automobile et transport individuel. Les aspects économiques mériteront quelques investigations supplémentaires. ■

Sensibilité de la variété des activités économiques à l'augmentation de la population entre 1962 et 1999



Densité d'activité économique en 1999



Définitions et méthodologie

Dans cette étude, l'**aire urbaine** est définie à géométrie constante, selon le découpage du recensement de la population de 1999.

La notion de **frontière** est définie comme le périmètre du cercle qui contient 90 % de la population de l'aire urbaine. Le rayon de ce cercle représente donc la distance entre le centre et la frontière. Cette méthode permet d'associer simplement population et espace occupé.

Les **couronnes périphériques** sont les tranches de 10 km en 10 km à vol d'oiseau à partir du centre géométrique de la ville-centre.

La **distance** est ici définie comme la distance à vol d'oiseau multipliée par 1,3 ; ce coefficient est le rapport moyen entre la distance mesurée en km et la distance à vol d'oiseau, mesurée par le distancier de l'IGN.

Les villes comparables à Montpellier

Elles sont classées entre le 10^{ème} et le 40^{ème} rang dans le classement des villes française par leur population.

La **variété d'activités** est un indicateur de l'offre de services, elle est le rapport du nombre d'activités présentes dans une zone géographique au nombre d'activités possibles. L'évolution de cette variété rapportée à celle de la population mesure la capacité d'un territoire, compte tenu de sa population propre, à capter de nouvelles activités. La variété augmente, en général, comme le logarithme de la population.

Ainsi pour la France Entière, toutes choses égales par ailleurs, la proportion d'activités économiques (parmi les possibles offertes par une commune) augmente de 1 point lorsque le taux de croissance de la population augmente de 2,8 %. Pour l'aire urbaine de Montpellier, entre 1968 et 1999, cette sensibilité du potentiel économique à la population a été beaucoup plus forte : 3,8 %.

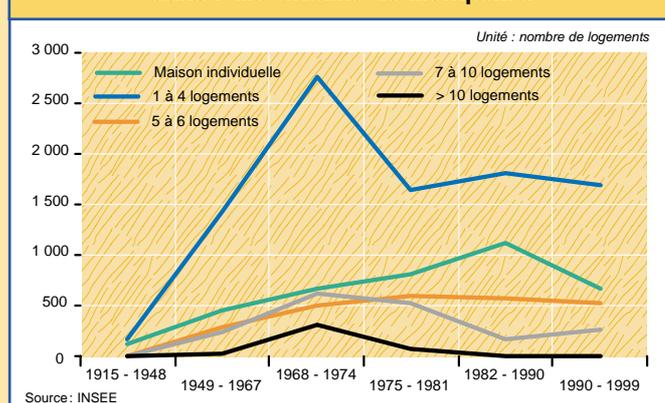
Encadré : une offre de logements qui favorise l'étalement

Le parc de logements de l'**aire urbaine de Montpellier** est relativement récent. Avec 22 % de ses immeubles construits après 1990, Montpellier est au 5^{ème} rang du classement des aires urbaines françaises, du point de vue de la proportion d'immeubles construits au cours de la dernière décennie. Elle est la première des aires urbaines de plus de 450 000 habitants dans ce même classement.

Dans **Montpellier même**, le parc de logement est dominé par le petit immeuble collectif. En 1999, 56,9 % des montpelliérains habitent un immeuble de 1 à 4 logements, 21,3 % dans une maison individuelle et 21,3 % seulement dans un immeuble de plus de 5 logements.

Peu présents avant 1948, les immeubles de 6 à 10 logements ont été, pour les trois quarts d'entre eux, construits entre 1969 et 1982. La construction des grands immeubles de plus de 10 logements s'est faite de façon encore plus concentrée dans le temps : 97 % ont été érigés entre 1949 et 1982, et près des deux tiers (63,4 %) entre 1968 et 1974. L'offre de logements en maison individuelle, quant à elle, a stoppé sa progression depuis 10 ans.

Parc de logements selon l'époque de construction dans l'aire urbaine de Montpellier



Pour en savoir plus

Au niveau national

- Les déplacements domicile-travail : de plus en plus d'actifs travaillent loin de chez eux - Insee Première n° 766 - avril 2001
- Les grandes villes françaises étendent leur influence - Insee Première n° 766 - avril 2001
- Les formes de la croissance urbaine - Insee Première n° 701 - mars 2000

Au niveau régional

A paraître : deux documents de travail consultables sur http://www.insee.fr/fr/insee_regions/languedoc/ dans le thème "Territoire" de la rubrique "La région en faits et chiffres"

- L'étalement résidentiel et la croissance démographique urbaine en France depuis la 2^{ème} guerre mondiale.
- La stabilisation de l'extension de l'Aire Urbaine de Montpellier. ■